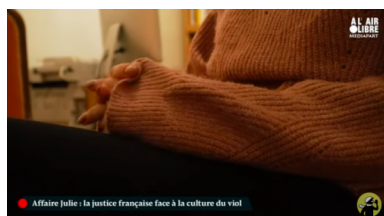


Affaire Julie: la justice accusée d'alimenter la «culture du viol»

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET CÉLIA MEBROUKINE
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 12 FÉVRIER 2021



© Mediapart

Julie a accusé 22 pompiers de viol, alors qu'elle était adolescente. Seuls trois sont aujourd'hui poursuivis, et pour atteinte sexuelle. La Cour de cassation doit examiner le dossier mercredi 10 février. Pour Mediapart, la jeune femme revient sur cette affaire, érigée en symbole par les associations féministes.

C'est une affaire emblématique. Par la longueur de la procédure, par la nature des faits reprochés, et par la bataille politique qui s'est nouée ces derniers mois autour du mot-dièse #JusticePourJulie. Cette affaire, c'est celle de Julie*, qui a accusé 22 pompiers de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (unité de l'armée de terre française, placée sous l'autorité du préfet de police de Paris) de l'avoir violée entre 2009 et 2010, certains alors qu'elle avait moins de 15 ans, tous alors qu'elle était mineure.

L'instruction a été très longue – elle a duré dix ans – et la procédure va connaître une nouvelle étape mercredi 10 février devant la Cour de cassation. L'enjeu est crucial : les magistrats devront déterminer de quelle qualification les trois pompiers renvoyés devant le tribunal devront répondre et si leurs collègues peuvent être poursuivis.

En 2018, le parquet de Paris avait abandonné la qualification de viol et avait requalifié les faits reprochés à trois d'entre eux en « atteinte sur mineure de 15 ans ». Pour quatre autres, il avait requis la requalification en non-assistance à personne en danger. Les charges de ces derniers ont été abandonnées en 2019. Décisions confirmées en

novembre dernier par la cour d'appel. La Cour de cassation est le dernier recours pour Julie et ses proches.

« On attend que la Cour de cassation casse entièrement l'arrêt de Versailles et que les 20 pompiers [deux sont décédés depuis le dépôt de plainte – ndlr] retournent devant un juge d'instruction et qu'ils fassent une vraie enquête, ce qui n'a jamais été fait pour l'instant », explique Corinne Leriche, la mère de Julie.

Le témoignage de Julie

Julie raconte avoir été violée par Pierre C., un pompier de la caserne de Bourg-La-Reine, alors qu'elle avait 13 ans. Ce dernier, 21 ans au moment des faits, avait gardé ses coordonnées après une intervention des pompiers au collège de Julie, à la suite d'un malaise de la jeune fille. Il l'avait ensuite contactée sur les réseaux sociaux.

Dès leur premier rendez-vous, en janvier 2009, Pierre C. vient chercher Julie à son domicile et lui propose une promenade au parc. En réalité, il l'emmène chez lui, où il lui aurait imposé une fellation. « Je n'étais pas en état d'être d'accord ou pas d'accord, je prenais des médicaments à cette période », a déclaré Julie devant le juge d'instruction.

À cette époque, Julie a de nombreux problèmes de santé. Elle a fait plusieurs tentatives de suicide, suit un lourd traitement alliant antidépresseurs, anxiolytiques et neuroleptiques, et passe plusieurs séjours en service psychiatrique. Pierre C. et les pompiers impliqués dans cette affaire le savent : la brigade de Bourg-la-Reine est intervenue 130 fois à son domicile pour des crises de tétanie entre 2008 et 2010.

Les avocats de Julie soulignent à plusieurs reprises dans le dossier les conséquences d'un tel traitement sur l'état psychique de la jeune fille, soulignant que les fortes doses auxquelles elle était assignée entraînaient «une soumission et une vulnérabilité chimique », la mettant dans un « état de fragilité et de faiblesse psychologique » empêchant « un consentement libre et éclairé ».

En novembre 2009, Pierre C. lui aurait à nouveau imposé une relation sexuelle orale, en présence de deux de ses collègues pompiers, Jérôme F. et Julien C., alors que la jeune fille affirme qu'elle « *n'était pas en mesure de formuler son consentement* ». D'autres relations non consenties auraient eu lieu ce jour-là, certaines imposées par une violence verbale ou physique.

« *J'ai été contrainte, j'ai été menacée avec les poings, j'ai été violée*, affirme Julie dans un entretien à Mediapart. *J'étais dans un état tellement dissocié que je n'avais presque plus de réactions.* »

Pierre C. confirme avoir toujours connu l'âge de Julie et affirme que toutes les relations sexuelles avec Julie étaient consenties. Jérôme F. et Julien C., quant à eux, disent n'avoir eu connaissance de l'âge de la jeune fille qu'une fois la procédure pénale enclenchée. C'est pour ces trois pompiers que le parquet requiert aujourd'hui une requalification des faits en atteinte sur mineure de 15 ans.

Contacté par Mediapart, l'avocat de Jérôme F. indique que son client « *n'a pas commis les faits qu'on lui reproche* » et ajoute qu'il plaidera la relaxe. Les autres avocats contactés par Mediapart n'ont pas donné suite. Toutes les personnes mises en cause sont présumées innocentes.

Pendant deux ans, le numéro de Julie circule sur des groupes de conversation de pompiers, d'abord dans la caserne de Bourg-la-Reine puis dans d'autres casernes aux alentours. Face aux policiers, l'un des pompiers accusés par Julie de viol mais qui n'est pas poursuivi la qualifie de « *coche* », diminutif de « *cochonne* » dans le jargon des pompiers. Des dizaines de pompiers prennent alors contact avec elle. « *J'avais beaucoup de pression, je recevais beaucoup de SMS de la part des pompiers, j'étais toute seule* », raconte Julie au juge d'instruction.

En juin 2010, Alexandre F. et David M., qui ne travaillent pas à la caserne de Bourg-la-Reine, retrouvent Julie sur un parking. Julie les accuse de l'avoir violée en réunion. Les deux pompiers, eux, assurent qu'ils avaient convenu à l'avance d'une relation sexuelle à trois.

Lors de son audition devant les policiers, Alexandre F. explique : « *On l'a attrapée sur la voiture. Avec David, on lui est passé tous les deux dessus.* » Alexandre F. et David M. laissent Julie seule sur le parking. À nouveau, Julie déclare qu'elle n'était pas en mesure de donner son consentement pour ces actes de pénétration, en raison des médicaments qu'elle prenait.

Alexandre F., David M. et deux de leurs collègues auraient à nouveau croisé la jeune fille quelques minutes plus tard, en pleurs, mais ne lui auraient pas porté secours. Selon eux, Julie ne manifestait aucun signe de détresse. Pourtant, elle sera admise quelques heures plus tard à l'hôpital après une crise de tétanie. Pour ces quatre pompiers, les charges de non-assistance à personne en danger ont été abandonnées.

Dans cette affaire, les histoires similaires à celles-ci sont légion. Pour les avocates de Julie, les 20 pompiers accusés de viols par la jeune fille auraient « *commis sur elle des actes de pénétration sexuelle tous plus sordides les uns que les autres* ». Leur uniforme, leur mission de service public mais aussi leur nombre auraient « *établi un rapport de domination sur cette adolescente dont ils connaissaient la fragilité psychique pour qu'elle adopte à leur égard un comportement hypersexualisé auquel elle était hors d'état de consentir* ».

Les questions des policiers sur le passé sexuel de Julie Julie porte plainte fin août 2010 pour viol aggravé et corruption de mineure contre Pierre C., Jérôme F. et Julien C. Deux ans plus tard, en 2012, elle porte plainte pour viols contre 19 autres pompiers, dont Alexandre F. et David M., tous ayant reconnu avoir eu des rapports sexuels avec elle. Au total, 22 pompiers sont mis en cause, dont deux sont décédés depuis.

La brigade de protection des mineurs de Créteil est saisie. Les procès-verbaux des auditions de Julie, consultés par Mediapart, montrent que les questions des policiers insistent sur le passé sexuel de Julie. Le policier chargé de l'audition lui demande combien de partenaires sexuels elle a eus avant le viol présumé au domicile de Pierre C. et si elle considère son appétit sexuel comme « *commun* ». Dans une autre série de

questions, ce dernier lui fait comprendre que ce qu'elle a vécu n'est pas un viol parce qu'elle n'a ni crié ni hurlé.

D'autres questions inversent le poids de la charge et semblent faire porter à Julie la responsabilité de ce qu'il s'est passé. Le policier considère par exemple que Julie s'est « *laissé imposer une fellation* » et conclut qu'il y a une « *différence entre avoir honte de ce qu'on fait et être contrainte à faire des choses* ».

« *Cette audition a été un profond traumatisme, raconte Julie à Mediapart. Je suis repartie en étant persuadée que tout ce qu'il s'est passé, je l'ai voulu. Et que tout était de ma faute.* »

L'expertise contestée de Paul Bensussan

Dans son réquisitoire de fin d'instruction de juin 2018, consulté par Mediapart, le parquet note dès les premières pages qu'il est « *nécessaire d'examiner d'abord la personnalité de la victime afin de permettre au mieux l'appréhension des faits* ». Le réquisitoire insiste sur des traits de personnalité qui pourraient saper la crédibilité des accusations de Julie sur plusieurs longs paragraphes. La jeune fille y est décrite, selon les dires de ses connaissances, comme quelqu'un de « *manipulateur, égocentrique, à la limite de la mythomanie* ».

Vient ensuite l'expertise psychiatrique menée par le très contesté **Paul Bensussan**. Ce dernier décrit la personnalité de Julie comme « *hystérique et borderline* » et parle d'une « *tendance à la théâtralisation des symptômes* » de la jeune femme. Malgré la connotation sexiste de l'expertise, le juge d'instruction refuse la demande de contre-expertise déposée par la famille de Julie.

Pour Lorraine Questiaux, une des deux avocates de Julie nouvellement désignées, l'expertise du D^r Bensussan « *vient polluer la procédure avec une idéologie franchement discriminatoire et qui s'inscrit en faux par rapport aux connaissances scientifiques* ».

Le réquisitoire s'appuie pourtant presque exclusivement sur cette expertise. Et sur les dires des pompiers qui décrivent Julie comme « *très en demande* », à « *l'apparence d'une majeure* » et «

fichée comme nympho à la caserne ». À l'inverse, un seul paragraphe, très succinct, fait état de la santé mentale fragile de Julie, de son lourd traitement médicamenteux et de la connaissance de ces faits par les pompiers.

Les magistrats soulignent « *l'homogénéité des déclarations des mis en cause et leur constance* » pour justifier que « *le défaut de consentement de Julie apparaît insuffisamment caractérisé* » et qualifier les faits en viols sur mineure de 15 ans. Sans jamais prendre sérieusement en compte les accusations de Julie.

Dans leur mémoire à la Cour de cassation, les avocats de la jeune femme regrettent que l'attention des magistrats ne se soit pas portée aussi sur les prévenus. « *Le juge ne doit pas raisonner prioritairement du point de vue de la victime, en cherchant si elle était consentante ou non, mais du point de vue de l'auteur de l'acte de pénétration sexuelle [...], en recherchant s'il a par violence, contrainte, menace ou surprise, vicié le consentement de la victime, écrivent-ils. C'est aussi favoriser une vision sexiste, stéréotypée et réductrice consistant à considérer que, puisque la femme accepte d'assouvir les désirs sexuels de l'homme, elle n'est pas victime de viol ou d'agression sexuelle.* »

La mobilisation des associations féministes

Ce discours est au cœur du débat qui a surgi autour de ce dossier, que les féministes jugent symptomatique de la culture du viol qui imprégnerait la justice et la police françaises. Pour elles, « l'affaire Julie » concentre toutes les dérives qu'elles dénoncent depuis des années – c'est le sens des rassemblements organisés dans plusieurs villes dimanche 7 février et d'une **tribune publiées** sur Mediapart signée par des personnalités et des associations.

Les féministes y détaillent ce qu'elles qualifient de « *déni de justice* », « *totallement à rebours du bouleversement qui s'accomplit au sein de la société confrontée aux violences sexuelles perpétrées contre les enfants* ».



Lors du rassemblement à Paris, le 7 février 2020. © Vincent Koebel / NurPhoto via AFP

Questions de certains policiers, expertise de Paul Bensussan, mis en cause dans plusieurs dossiers par les associations de victimes, longueur de la procédure – plus de dix ans ! –, image de la femme en tentatrice face à une institution respectée (les pompiers, donc l'armée), parole de l'enfant/adolescent balayée...

« Dans ce dossier, il n'y a que des erreurs et des fautes lourdes », tranche Lorraine Questiaux, une des deux avocates de Julie. Elle y voit la marque d'une « idéologie sexiste de la culture du viol » au sein d'une « institution judiciaire détournée de son objectif, et qui, au lieu de servir le faible, garantit des privilèges archaïques ».

« Le dossier est symptomatique de la défaillance de la police, de la justice et des experts à prendre sérieusement et intelligemment en compte la parole des femmes », appuie sa consœur Marjolaine Vignola, l'autre avocate de Julie.

Ce constat ne relève pas seulement d'un manque de formation, selon les féministes. Parce que plusieurs magistrats se sont penchés sur le dossier et qu'ils ont été plusieurs à prendre la même décision. Et parce que ce n'est pas la première fois que certaines affaires suscitent une vive polémique – c'était déjà le cas en 2017 **quand, à Pontoise, le parquet avait requalifié** une plainte pour viol en atteinte sexuelle pour une enfant de 11 ans.

« La culture du viol existe toujours, et ce n'est pas qu'une question de formation », avance ainsi Céline Piques, porte-parole de l'association Osez le féminisme. Elle parle de « colère devant une maltraitance institutionnelle pour les victimes » : « Cette fois, on veut montrer les verrous, au sein même des institutions. On veut montrer qu'il y existe des individus profondément sexistes. »

Cette « colère » face à l'institution judiciaire, plusieurs associations de défense des droits de l'enfant la partagent. Hodayra Sellier, pour l'association Innocence en danger, le dit à sa façon : « Pendant des années, on a préféré protéger les institutions, comme celle des pompiers. Mais c'était une autre époque. C'est fini ! Aujourd'hui, si on viole, on doit assumer... »

Marie-Pierre Colombel, à Enfance et partage, également partie civile dans le dossier Julie, estime que « dans ce dossier, la parole de Julie n'a pas été crue. On le voit dans d'autres dossiers : la parole des enfants n'est pas souvent prise en compte ». « Si la justice ne peut pas bouger aussi vite que les réseaux sociaux, elle doit avancer... »

Pour Suzy Rojzman, au Collectif national pour les droits des femmes (CNDF), le décalage apparent entre la justice et l'évolution de la société face aux violences sexuelles relève d'une domination masculine multiséculaire : « Nous sommes dans une société patriarcale. Or la justice et le droit sont le résultat d'un rapport de forces. » Et, insiste-t-elle, il ne s'agit pas de s'inscrire dans le « tout-répressif » : « Aujourd'hui, l'interdit social des violences sexuelles n'est même pas signifié ! On n'en est pas du tout à demander plus de répression. »

Les deux avocates de Julie sont d'ailleurs convaincues que ce n'est pas nécessairement d'un changement de la loi que ce dossier aurait besoin, mais d'une application différente du droit : « Tant que la loi sera appliquée par des misogynes, dans un système patriarcal, on pourra toujours la tordre comme on veut », insiste Marjolaine Vignola. « En droit constant, nous n'aurions aucune difficulté si les personnels étaient formés et pas colonisés par la culture du viol », dit sa consœur Lorraine Questiaux.

Les militantes et les associations de défense des droits de l'enfant ne sont d'ailleurs pas toutes d'accord sur la nécessité de nouveaux changements législatifs – comme l'instauration d'un seuil automatique de non-consentement (à 13 ou 15 ans, selon les propositions) ou l'imprescriptibilité en cas de violences sexuelles

(revoir à ce sujet le débat organisé avec Marilyn Baldeck, de l'AVFT, et Caroline De Haas pour #NousToutes).

Après les sénateurs le mois dernier, les député-e-s auront à se prononcer prochainement : une **proposition de loi** doit être débattue le 18 février à l'Assemblée nationale. Elle prévoit une présomption de non-consentement pour les mineurs de moins de 15 ans.

Boîte noire

*Julie est un prénom d'emprunt.

Les avocats de Pierre C., Jérôme F. et Julien C. ont été contactés par Mediapart le 3 février par des courriers électroniques où figuraient des questions détaillées. Seul l'avocat de Jérôme F. a répondu à nos questions le 3 février.

Alexandre F. et David M. comparaissent sans avocat. Mediapart n'a pas réussi à les retrouver. Les personnes mises en cause sont présumées innocentes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 24 864,88€.
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.